

**Climat - Appel de Cayenne -
Communiqué du ministère de
l'environnement, de l'énergie et de
la mer**

(Cayenne, 17 mars 2017)

Mme, Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, a présidé un segment de haut niveau de la COP de Carthagène, organisé à Cayenne. C'est une nouveauté portée par la France et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Elle fait suite à la reconnaissance du rôle de l'océan dans les négociations sur le changement climatique, engagée par la présidente de la COP21 lors du sommet de Paris sur le climat en décembre 2015.

Après le plan Méditerranée, la mer des Caraïbes nécessite plus que jamais une prise en compte des impacts de l'activité humaine sur la biodiversité. Il est essentiel de renforcer la coopération entre les 25 États parties pour mettre en oeuvre des projets concrets dans l'ensemble de ces territoires pour lutter contre la pollution, protéger la biodiversité et favoriser le développement d'une économie durable.

La déclaration de Cayenne adoptée à l'issue du segment de haut niveau indique les engagements que les États présents sont prêts à prendre :

- l'engagement de lutter contre les pollutions dans la zone, notamment les pollutions plastiques y compris les micro-billes, et en rappelant l'importance du partenariat mondial sur les déchets marins ;
- le développement d'aires marines protégées dans le cadre de la convention de Carthagène pour atteindre 10% dans la zone ;
- la mise en place de mesures pour la protection des récifs coralliens comme dans le plan d'action de l'ICRI ;
- la lutte contre les espèces invasives ;
- le renforcement des réseaux scientifiques ;
- la réduction des pollutions par les navires ;

- la protection de nouvelles espèces emblématiques : raies, requins, merlus, passereaux sans pareil ;
- l'ouverture de discussions avec certains pays pour de nouvelles adhésions aux protocoles de la convention voire à la convention elle-même ;
- l'implication plus forte de la société civile et notamment des acteurs économiques.

De son côté, la France, rappelle ses propres engagements :

- lancement d'une coalition sur la lutte contre les plastiques à usage unique, qu'elle a elle-même supprimé depuis le 1er janvier 2017 et appel à tous les États parties à la convention de Carthagène, à la rejoindre ;
- création du Parc naturel marin en Martinique et passage de 4% à 22% des aires marines protégées ;
- intégration du sanctuaire AGOA dans la région en mettant en place des jumelages avec le sanctuaire des mammifères marins de République dominicaine et des Antilles néerlandaises ;
- engagement pour la protection des récifs coralliens dans le cadre de l'ICRI (Initiative internationale en faveur des récifs coralliens) par l'adoption d'un plan d'action ambitieux, protection dans les Antilles françaises de 16 espèces de coraux et 35.000 hectares de mangroves dans la Caraïbe française ;
- arrêté encadrant en Martinique l'approche des mammifères marins et développement de l'usage du dispositif anticollision entre les navires et les cétacés (REPCET) ;
- demande à la Commission européenne de conditionner l'importation de crevettes sauvages à l'équipement des navires de pêche équipés d'un dispositif permettant aux tortues capturées accidentellement de s'échapper (dispositif TED) ;
- soutien à la création, en Guyane, d'une station scientifique sur les tortues marines ;
- lancement d'un plan d'actions eau-assainissement DOM qui a pour objectif d'améliorer le traitement des eaux usées dans la Caraïbe française et de faciliter l'accès à l'eau des populations ;
- mise en place avec des communes de Martinique et de Guadeloupe des premières aires marines éducatives de la Caraïbe. Soutien aux initiatives des petites collectivités pour la création d'aires marines locales./.

(Source : site Internet du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer)